

« Des anticorps pour éviter les désordres »

Questions à ▶

Benoît Hamon,
président d'ESS France
(chambre française de
l'économie sociale et solidaire),
ancien candidat à l'élection
présidentielle

**Que pensez-vous
de l'annonce dans nos
colonnes de la ministre
de la Vie associative**

**Marina Ferrari de
sanctuariser les crédits
de son ministère destinés
aux associations ?**

« Le budget des associations ne dépend pas seulement du ministère de la Vie associative. Il concerne aussi les budgets des ministères de la Santé, de la Culture, du Travail... Si on regarde l'ensemble du budget des associations, on voit que les moyens donnés en matière de solidarité s'effondrent de manière assez spectaculaire. Ce que l'on demande aux associations – par rapport aux entreprises conventionnelles, aux grandes fortunes – est disproportionné. »



**Êtes-vous satisfait du
doublement du plafond
"Coluche", qui permet
de défiscaliser jusqu'à
2 000 euros de dons ?**

« C'est croire que la générosité des Français peut se substituer à l'argent public. Sauf que la générosité se dirige en fonction de ce que les gens veulent. Il y a des missions d'intérêt général qui doivent être garanties par la puissance publique qui a une vue panoramique des besoins sociaux. L'État va financer des missions de réinsertion d'anciens détenus, l'accompagnement des personnes réfugiées, notamment des mineurs isolés. Ces missions ne sont pas les plus popula-

res. »

**Attendez-vous que l'État
et les collectivités soient
plus présents ?**

« Quand les associations sont financées par l'État, c'est parce qu'elles remplissent une mission d'intérêt général reconnue par l'État mais dont il ne veut pas s'occuper. Ensuite, les associations sont des anticorps pour éviter les désordres dans une société. À chaque fois qu'une association ferme, on supprime des anticorps. Dans un monde instable, c'est dangereux. »

**Il y a une crise du
bénévolat. Quelles
mesures pourraient
être prises pour pallier
les difficultés de
recrutement ?**

« On pourrait réfléchir à ce que le temps passé dans le bénévolat sur des missions d'intérêt général puisse aider à boucler des trimestres de cotisations pour la retraite. Mais au fond, quand vous êtes bénévole, vous ne demandez pas de contreparties. »

● **Propos recueillis par S. T.**

Zoom / La survie se finance

On peut représenter 3,5 % du PIB et être en prise aux doutes les pires pour boucler ses fins de mois. Les associations françaises traversent à ce titre l'une des périodes les plus difficiles de leur histoire. Conjoncture économique tendue et instabilité politique conjuguées conduisent à une situation sans précédent.

« C'est une période difficile pour les dirigeants associatifs », confie Valérie Vitton, la directrice de la clientèle personnes morales du Crédit coopératif. Elle travaille pourtant depuis 35 ans dans cette branche, mais c'est la première fois qu'elle constate une telle complexité, en particulier pour « les associations et fondations relevant du médico-social qui ont fait des efforts sur les salaires ces derniers mois, mais pour lesquelles les ressources ne suivent plus. Pour cause, elles dépendent beaucoup de la Sécurité sociale ». À cela s'ajoute « le manque de visibilité sur les subventions publiques ».

Pour la banquière, il faut que les associations françaises poursuivent leur évolution vers un modèle économique

hybride et sur l'innovation. Elle encourage « les responsables associatifs à frapper à toutes les portes », y compris celles des PME qui sont moins fermées qu'on le croit aux formes de mécénat.

Le cas The Shift project

Un modèle qu'a déjà adopté l'association The Shift project, créée par Jean-Marc Jancovici, en s'appuyant pour l'essentiel sur les entreprises et l'énorme force de frappe bénévoles, des « Shifters », pour conduire ses actions en faveur de la transformation de l'économie française sur fond de changement climatique. « "Décarbonons la France !", notre programme d'action du Shift pour 2027, a reçu un soutien massif », se félicite le directeur de l'association Matthieu Auzanneau, qui recense plus de 36 000 contributions et plus de 4,5 millions d'euros collectés. Le dirigeant sait qu'il doit plus que jamais s'appuyer sur la base bénévole et le mécénat en veillant à proposer un ticket d'entrée abordable à ses donateurs.

● **Au palais des congrès,**
Fabrice Veyseyre-Redon